



La nécessité du passage d'une économie de rente à une économie diversifiée en Algérie

The need to move from a rent-based economy to a diversified economy in Algeria

Mme. Assia BRAHMI

Université d'Oran2
Mohamed Ben Ahmed
Algérie
ben_brahmi@yahoo.fr

Dr. Rachida IMEKHELAF

Laboratoire MEDE UFC-Oran
Université d'Oran2 Mohamed Ben
Ahmed, Algérie,
r_imekhelaf@yahoo.fr

Received: 28/05/2022

Accepted: 17/08/2022

Published: 31/08/2022

Résumé :

Dans ce travail, notre objectif est celui de mettre l'accent sur la nécessité du passage de l'Algérie d'une économie de rente à une économie plus diversifiée, en répondant à la question suivante : comment libérer l'économie Algérienne de sa dépendance des hydrocarbures ?

Pour répondre à notre questionnement, nous allons discuter en premier temps de la fragilité du système économique algérien, puis dans un deuxième temps nous prendrons un exemple sur l'une des crises qui ont affecté l'économie algérienne, celle de la crise des subprimes de 2008.

Mots clés : Algérie - Crise financière - Diversification économique - Economie de rente- Effets.

Abstract :

In this work, our objective is to emphasize the need for Algeria to move from a rent-based economy to a more diversified economy, by answering the following question: how to liberate the Algerian economy from its dependence on hydrocarbons?

To answer our question, we will first discuss the fragility of the Algerian economic system, and then we will take an example of the subprime crisis of 2008 which is one of the crises that affected the Algerian economy.

Key words: Algeria - Economy of rent - Economic diversification - Effects - Financial crisis.

JEL Classification: P27

* Auteur correspondant : BRAHMI Assia (ben_brahmi@yahoo.fr)

Introduction :

Le marché de capitaux en Algérie reste absent par son rôle de transformateur de capitaux en investissement. Les banques publiques algériennes, qui récoltent plus de 85% des dépôts, manquent de sophistication et peinent à répondre aux besoins des investissements productifs. Quant aux banques privées, elles se consacrent au financement à la consommation par crainte de prendre des risques en finançant des projets d'investissement jugé immature.

Quant au financement externe, il peut être sous forme de crédits ou d'investissements directs étrangers (IDE). Le climat des affaires en Algérie est difficile et rencontre de nombreuses contraintes (faiblesse et inefficacité du



système financier, lourdeurs administratives, dédouanement et enregistrement des activités commerciales...) ce qui empêche l'attraction des IDE. La politique d'endettement externe, quant à elle, n'a été rendu possible que par les ressources procurées de l'expansion des recettes des exportations des hydrocarbures qui lui procure une certaine solvabilité extérieure.

L'accumulation de la dette algérienne durant les années 80-90 est une conséquence des fluctuations des prix des hydrocarbures, par son manque de financement interne qui l'oblige à emprunter à chaque fois que le prix du pétrole baisse. L'Algérie avait accumulé cette dette progressivement depuis les années 70. Elle s'est accélérée durant les années 80 pour s'amplifier dès l'année 1986, avec l'effondrement soudain des prix énergétiques. Elle s'est allégée durant la fin des années 90 et le début des années 2000 avec la hausse du prix de pétrole.

Pour gérer sa dette, les autorités algériennes décidèrent de s'engager dans de vastes réformes, dans le cadre d'un plan d'ajustement structurel appuyées par le Fonds Monétaire International, afin de rétablir les grands équilibres macro-économiques, ainsi que la transformation des structures économiques.

Après avoir suivi une panoplie de mesures et de réformes économiques, l'Algérie est parvenue à réduire sa dette en 2006 grâce au paiement anticipé et au prix avantageux du prix du pétrole durant cette période.

La progression des cours de pétrole durant les années 2000 avait non seulement permis le désendettement de l'Algérie, mais aussi de capitaliser d'importantes ressources dans le Fonds de régulation des recettes créés en 2000, grâce auxquels le pays a pu enregistrer de bonnes performances macro-économiques durant toute la décennie et cela jusqu'à 2015 où le prix du pétrole commence à fléchir et la crise budgétaire s'annonce dès l'année 2016 puis s'aggrave de nouveau en 2020 avec la baisse du prix du pétrole à la suite de l'épidémie de COVID-19.

La structure de l'économie algérienne est restée la même malgré les efforts fournis dans le cadre du programme d'ajustement structurel adopté durant les années 90. L'instabilité des prix mondiaux et les déficits des caisses publiques expliquent le recours de l'Algérie au financement externe. Et par conséquent, nous constatons que :

La politique budgétaire algérienne se repose toujours sur les recettes d'hydrocarbures et donc elle est confrontée à deux défis majeurs qui sont liées aux caractéristiques des ressources naturelles :

- La volatilité des prix sur les marchés internationaux qui rend la gestion des recettes pétrolières délicates.
- La raréfaction des gisements de pétrole.

Dans cet article nous allons tenter de répondre à la question suivante :

Comment l'Algérie peut-elle diversifier son économie ?

Pour répondre à notre questionnement nous allons dans un premier temps étudier et analyser la structure de l'économie algérienne puis dans un deuxième temps nous allons prendre l'exemple de la crise des subprimes de 2008 pour voir l'impact d'une crise financière mondiale sur l'économie algérienne. Notre étude



s'étale sur une durée allant de 1970 à 2020 et pour mieux cerner l'impact et les effets nous avons subdiviser cette période en deux avant la crise (1970-2008) et après la crise (2009-2020).

I. La structure de l'économie algérienne

Depuis son indépendance, l'Algérie, tente de construire une économie forte et seigne, en commençant par favoriser l'industrie lourde, passant par la transition d'une économie planifiée et dirigée vers une économie de marché et se terminant par la tentative de valorisation des Petites et Moyennes Entreprises (PME), des Investissements Directs Etrangers (IDE) et des Start-ups, mais à ce jour, l'économie reste aussi fragile et dépendante d'un seul secteur celui des hydrocarbures. 93% des exportations sont d'origine pétrolière et le reste est répartie entre quelques secteurs qu'il faut développer d'avantages et en booster impérativement d'autres secteurs à grand potentiel et qui pourrait être une grande source de recettes pour le pays.

1. Commerce et coopération

Le commerce extérieur algérien a connu deux étapes importantes depuis 1980 à ce jour :

Avant 1994 : la période a été marquée par la loi 78/02 relative au monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

De 1994 à ce jour : les conditions se sont assouplies peu à peu grâce aux réformes engagées dans le but de la libération du commerce extérieur et les efforts fournis en matière de coopération internationale et d'intégration économique.

L'évolution de la balance commerciale a été plus significative au niveau des importations avec un taux de croissance moyen et concerne principalement les produits alimentaires. Les exportations restent toujours dominées par les hydrocarbures qui sont tributaires des marchés internationaux et leur croissance est sensiblement liée à l'évolution des cours des hydrocarbures.

Ce qui fait de l'Algérie un pays mono-exportateur avec une économie dépendante des hydrocarbures.

2. Secteur public et privé

Malgré les efforts fournis dans le but d'améliorer les performances du secteur public et privé, les entreprises restent inefficaces et loin de la performance économique.

La part du secteur public reste dominante en matière de création de richesses qui à son tour est prédominé par le poids grandissant des hydrocarbures. Les entreprises de plus de 10 000 employés sont toutes publiques et PME, qui représentent 94% des entreprises, n'assurent que 52% du total de la production privée hors hydrocarbures. L'inadaptation entre cette force de travail et le marché du travail en Algérie s'explique, par l'inadaptation du système éducatif et dépassé par des enseignements qui ne sont pas toujours mis à jour (SARI&MEBTOUL, 2014).

3. Système de gouvernance Algérien

Le système de gouvernance algérien est caractérisé par :

- Les relations informelles et interpersonnelles.



- Un système de contrôle faible.
- Un monopole Etatique dans le domaine économique et cela malgré la transition du pays vers l'économie du marché.

Malgré les efforts fournis en matière de formalisation du système national de gouvernance, l'Algérie a encore de chemin à faire et n'a pratiquement pas progressé et marque un léger recul au niveau des libertés.

Il devient alors nécessaire d'instaurer des institutions de marché efficaces pour améliorer la performance des firmes, renforcer la discipline du marché et favoriser un meilleur climat d'affaires pour attirer les investisseurs étrangers

Malgré les résultats positifs enregistrés dans certains secteurs tels que les télécommunications et la pharmacie, les objectifs escomptés demeurent toujours faibles par rapport à son important potentiel, et les multiples réformes que l'Algérie a engagé dans le but d'améliorer l'attraction des IDE n'ont pas réalisé les objectifs escomptés. De même, que les recettes des exportations pétrolières n'ont pas permis de créer un tissu industriel compétitif et de permettre à l'investissement productif de jouer un rôle plus important dans l'économie Algérienne. Les autorités publiques se sont imposé une politique de réformes structurelles qui a permis de rétablir les équilibres macro-économiques, la libéralisation de l'économie, leur dotation en infrastructures modernes et la diminution du risque-pays. Toutes ces réformes ont permis un léger accroissement des flux d'IDE vers l'Algérie. Cependant, ces résultats restent en deçà du potentiel d'investissement du pays.

4. Les investissements Directs Etrangers

L'Algérie est un pays qui dispose d'un large choix et de plusieurs atouts pour attirer l'investissement direct étranger, tel que les richesses naturelles (pétrole, gaz, patrimoine culturel et naturel, agriculture, et artisanat) et financières mais il convient de noter que les projets des IDE en Algérie portent sur certains secteurs particuliers et spécifiques à l'économie nationale, à savoir, les hydrocarbures et l'énergie, d'une part, et les télécommunications et les Nouvelles Technologies d'Information et de la Communication (NTIC) d'autre part, et cela en raison de leur potentiel et de la place qu'ils occupent dans l'économie. (CNUCED, 2004, p. 14)

En effet, la position de l'Algérie comme deuxième fournisseur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL) fait du secteur des hydrocarbures et de l'énergie une pièce maitresse de l'économie algérienne et un centre d'intérêt aux IDE. La part des exportations de pétrole et de gaz s'élève à 95 % des exportations totales de l'Algérie et entre 26 % et 30 % de son PIB. Ainsi, en raison de l'augmentation du prix du pétrole de 30 % depuis la fin de 2001, il n'est pas surprenant de voir l'énergie et les activités d'extraction se positionner en tête de l'économie algérienne, favorisant, ainsi, l'accueil d'un flux important d'IDE principalement représenté par des clients européens (France, Espagne, Italie et de plus en plus la Belgique et les Pays-Bas).

Quant au secteur d'électricité, celui-ci a connu un grand pas en matière de libéralisation. En effet, la loi sur l'électricité de 1997 avait permis la libéralisation du secteur en ouvrant la production de l'électricité à l'investissement privé,



national et étranger, cette ouverture était néanmoins soumise à une obligation de livraison de la production soit à la SONELGAZ, soit à l'exportation.

Dans le secteur des Télécommunications et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC), l'Algérie représente un marché très propice, avec un monopole d'Etat sur le réseau de téléphonie fixe et autres services connexes. Le taux de pénétration est faible et la demande est très forte pour plus de 30 millions d'habitants durant la période 2002-2003, le pays disposait uniquement de 2,6 millions de lignes fixes, soit un taux de télé densité de 6 % en 2002 et de 10,2 % en 2003. Dans ce cas de figure, une importante réforme est intervenue dans ce secteur permettant la transformation du statut de l'opérateur national, d'une administration classique à une société commerciale par actions. D'autres réformes, aussi importantes pour l'ouverture de ce secteur aux investisseurs étrangers, ont été entrepris avec notamment l'ouverture d'un appel d'offres pour la troisième licence en 2004 et, enfin, l'ouverture à la concurrence du secteur de téléphonie fixe, en 2005.

Au niveau des nouvelles technologies de l'information, l'essor de l'informatique et d'Internet est considérable et le potentiel l'est également sur le marché algérien.

Un autre secteur vient s'ajouter aux deux précédents, ces dernières années, est celui du tourisme qui commence à se développer, attirant ainsi les IDE. Il est important également de noter la progression de l'intégration régionale dans le secteur bancaire à travers des investissements en provenance des voisins maghrébins et du Liban. (CNUCED, Examen de la politique de l'investissement en Algérie , 2004, p. 17)

Les obstacles qui caractérisent le système économique algérien retardent le développement économique du pays et empêchent la valorisation effective de son potentiel d'investissement. En effet, malgré le rétablissement des équilibres macroéconomiques, la croissance économique demeure modeste par rapport aux dynamiques démographiques et au taux de chômage.

L'économie de marché a besoin d'institutions efficaces et compétitives, dont l'Algérie devra se doter, non seulement, pour faire fonctionner son système économique mais également renforcer son attractivité vis-à-vis des IDE.

L'Algérie possède un énorme potentiel pour attirer des IDE grâce à sa position géostratégique, son intégration progressive dans l'économie mondiale, sa disponibilité en différentes ressources naturelles, ainsi que sa taille du marché potentiel. Toutefois, plusieurs obstacles sont redoutés par les opérateurs privés, notamment le climat d'investissement en Algérie qui semble encore très difficile en raison du ralentissement du processus de libéralisation et de décentralisation du système économique, de la lourdeur administrative et de la bureaucratie, des problèmes d'accès au foncier économique, de la dépendance excessive au secteur énergétique, du poids grandissant de l'économie informelle, des difficultés de rapatriement des capitaux, et enfin de l'inefficacité du système judiciaire et du retard dans les infrastructures. Ainsi, nous pouvons estimer que les bonnes performances en termes d'IDE obtenues lors des dernières années seraient

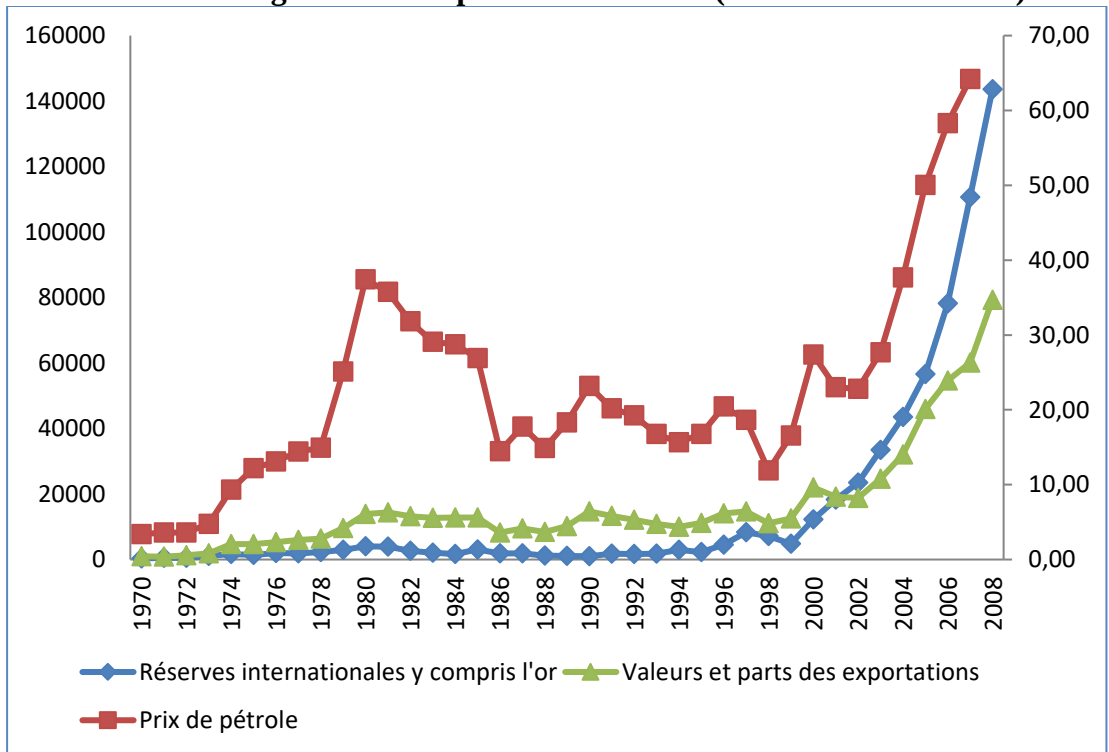


imputables à des causes conjoncturelles, plutôt qu'à une véritable politique de promotion de l'investissement mise en place par les autorités algériennes.

II. Etude analytique de la structure de l'économie algérienne avant la crise 2008 :

Pour mieux comprendre l'impact de la crise des subprimes de 2008 sur l'économie algérienne nous allons étudier la structure de cette économie avant 2008, pour cela nous allons voir le lien entre la valeur des exportations, des prix du pétrole et les réserves de changes de 1970 à 2008.

Figure n° 01 : Valeur des exportations / Prix du pétrole et son impact sur les réserves de changes durant la période 1970-2008 (en millions de dollars).



Source : R. Imekhelaf, « La gestion de la crise d'endettement des pays en développement par les institutions financières internationales », Thèse de doctorat, Université d'Oran2, 2017, p.p. 102-103 à partir des données du CNUCED, UNCTADstat

Nous remarquons à travers ces graphes, qu'il existe une forte corrélation entre la part des exportations ainsi que les réserves de changes qui sont sensiblement liées aux fluctuations du prix de pétrole. En effet, à chaque augmentation du prix de pétrole, la valeur des exportations ainsi que les réserves de changes augmentent, et décroissent à chaque fois que le prix pétrolier chute.

Durant le premier choc pétrolier de 1973 ainsi que le deuxième en 1979, les prix ont été multipliés par trois en quelques mois et en une fois à cause d'un événement précis (action des pays producteurs pour l'un, révolution iranienne et guerre Iran-Irak pour l'autre), ce qui a engendré une baisse de l'offre. Cette



augmentation du prix a fait croître le niveau des réserves internationales, pour rechuter ensuite à cause de la baisse brutale du prix de pétrole.

Le troisième choc se caractérise par une forte hausse mais progressive de 2003 à 2007, puis une hausse d'une ampleur et d'un niveau sans précédent au premier semestre 2008, liée à une hausse de la demande, à une stagnation de l'offre et à la spéculation. L'augmentation des cours s'est poursuivie jusqu'à atteindre un « pic » record de 144.27 dollars à New-York le 2 juillet 2008 et a dépassé 145 dollars en Asie le 3 juillet.

Cette forte augmentation c'est traduit par un accroissement très fort du niveau des réserves internationales du pays. Le prix a baissé en 2009 (fluctuant entre 34 dollars au mois de Février, 49 dollars en Avril, 69.9 dollars en juin, 59.6 dollars en Juillet, 80 en Octobre et 69 dollars au mois de Décembre).

« La croissance du secteur des hydrocarbures a été lente, l'activité économique s'étant contracté de 6.5 % et 7.7 % en 2018 et au premier trimestre de 2019, respectivement, contrecarrant en partie les effets de la légère augmentation de la croissance hors hydrocarbure de 3.4 % et 3.9 % en 2018 et premier trimestre de 2019, respectivement » (Banque Mondiale, octobre 2019).

La croissance du PIB (Produit Intérieur Brut) s'est maintenue à 1.1 % en 2018 contre 1.3% en 2017, cette stagnation due notamment à la croissance lente du secteur des hydrocarbures, conjuguée à la contraction de l'activité économique, ce qui a limité l'évolution de la croissance dans les secteurs hors hydrocarbures.

Sur le court terme les importations sont restées supérieures aux exportations malgré les mesures prises sur la question des restrictions aux importations. Néanmoins, l'écart s'est creusé sur les premiers mois de l'année 2020 ce qui a permis de réduire, le déficit de la balance commerciale qui a été réduit de moitié entre janvier 2020 (-792 millions de dollars) et février 2020 (-439 millions de dollars) (Cercle d'Action et de Réflexion pour l'Entreprise, 05 juillet 2020) tbn.care.dz/fr/tbn/repartition consulté le 27/05/2022 à 19h40.

III. Origine de la crise des subprimes 2008 :

La crise de 2008 a débuté avec les difficultés rencontrées par les ménages américains, à faible revenu, pour rembourser les crédits qui leur avaient été consentis pour l'achat de leurs logements.

Ces crédits étaient destinés à des emprunteurs qui ne présentaient pas des garanties suffisantes pour bénéficier des taux d'intérêt préférentiels, mais seulement à des taux moins préférentiels (« *subprimes* »).

L'endettement des ménages américains a pu s'appuyer sur les taux d'intérêt extrêmement bas pratiqués pendant des années par la Banque centrale des États-Unis (la « FED ») à partir de 2001 après la crise boursière sur les valeurs « Internet ». En outre, les crédits étaient rechargeables, c'est-à-dire que régulièrement, on prenait en compte la hausse de la valeur du bien, et on autorisait l'emprunteur à se réendetter du montant de la progression de la valeur de son patrimoine. Cela avait soutenu la forte croissance des États-Unis à ce moment-là.



Les crédits « subprimes » ont été gagés par une hypothèque sur le logement acheté, l'idée étant que les prix de l'immobilier aux États-Unis ne pouvaient que grimper. Dans ces conditions, une défaillance de l'emprunteur devait être plus que compensée par la vente du bien hypothéqué. Autre caractéristique, ces crédits ont souvent été accordés avec des taux variables, plus précisément, les charges financières de remboursement étaient au démarrage très allégées pour attirer l'emprunteur. Elles augmentaient au bout de 2 ou 3 ans et le taux d'emprunt était indexé sur le taux directeur de la FED.

La Banque Centrale américaine a progressivement relevé ses taux de 1 % en 2004 à plus de 5 % en 2006 pour tenir compte de l'évolution de l'inflation et de la croissance américaine. Les charges financières des emprunts se sont considérablement alourdies. Un nombre croissant de ménages n'a pu faire face à cette augmentation.

Les prix de l'immobilier ont fini par se retourner à la baisse dans l'ensemble des États-Unis. Résultat : la valeur des habitations est devenue inférieure à la valeur des crédits qu'elles étaient supposées garantir. L'afflux des défaillances des emprunteurs et des reventes de leurs maisons hypothéquées a accéléré la baisse des prix de l'immobilier. Les pertes se sont donc accumulées également du côté des prêteurs. Des établissements de crédit spécialisés se sont, les premiers, retrouvés en difficulté.

À l'été 2007 le taux de non remboursement sur les crédits dépassait 15 % contre 5 % en moyenne à la même époque pour l'ensemble des crédits hypothécaires aux États-Unis, chiffre lui-même record depuis 1986. Certes les défauts de paiement ne conduisent pas tous à la faillite de l'emprunteur et à la vente du bien hypothéqué. Mais on estimait, fin août 2007, que près d'un million d'emprunteurs avaient perdu leur logement. Sur la base d'un taux de défaillance de 15 %, l'évaluation initiale du coût financier de la crise des « subprimes » était de 160 milliards de dollars.

La crise financière a pris petit à petit de l'ampleur dans le domaine financier, à l'automne 2008 après la faillite de Lehman Brothers (TAIEB&MARCEL, 2010) le système financier mondiale est au bord de l'effondrement, sans l'intervention des Etats il y'aurait certainement des faillites de grandes banques et un risque d'effet en cascade qui aurait pu conduire à un effondrement généralisé des systèmes financiers et la ruine de dizaines de millions de déposants.

Dans ce qui suit, nous allons voir si l'Algérie a été touchée par la crise et quel est l'impact de la crise sur l'économie algérienne.

IV. L'impact de la crise financière 2008 sur l'économie algérienne

L'interdépendance des marchés financiers favorisée par les phénomènes de déréglementation et d'innovation financière a rendu facile la transmission des crises déclenchées aux niveaux nationaux. Déclenchée aux Etats-Unis en 2007-2008 la crise des subprimes trouve son origine dans un excès d'endettement des ménages et par leur incapacité de rembourser les crédits immobiliers qui leur avait



été consentis, cela avait conduit à l'effondrement du système bancaire puis boursier puis comme un effet domino s'est propagé dans un vaste rayon mondial.

Le canal de transmission de la crise des subprimes n'a pas touché le système financier algérien, contrairement à d'autres pays dans le monde, mais il l'a touché à cause de son impact sur le marché des hydrocarbures à travers la chute des cours du pétrole de 50% qui a entraîné une baisse continue du Dollar qui constitue la monnaie de facturation des exportations pétrolières.

1. La dépendance de l'économie algérienne du marché pétrolier

Au cours des années 2000, la hausse des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux a permis aux autorités publiques de disposer de moyens importants permettant la mise en place de politiques économiques et sociales ambitieuses. En effet, depuis l'année 2001 une politique de dépenses expansionnistes a été menée notamment dans le programme d'appui à la relance économique (2001-2004), le programme complémentaire de soutien à la croissance (2005-2009), le programme de consolidation de la croissance économique (2010-2014) et enfin le plan quinquennal (2015-2019). Durant la période 2004-2020, les hydrocarbures ont représenté en moyenne 93 % des exportations du pays, 43 % des recettes fiscales et 21% du PIB.

La chute brutale du cours des hydrocarbures à partir de 2014, de 96.29 USD à 40.68 USD en 2016, puis de 64.04 USD en 2019 à 41.47 USD en 2020 avec la crise sanitaire, a démonté la vulnérabilité du modèle économique rentier (CNUCED O. , s.d.).

Les graphes suivants démontrent à quels point l'économie algérienne est dépendante des prix des hydrocarbures et comment le PIB est relativement dépendant des fluctuations des prix du marché pétrolier.

Figure n° 02 : Evolution des prix du pétrole vs PIB



Source : Etabli par l'auteur à partir des données de la CNUCED, de BP statistical Review et de statistica OPEP (<https://fr.statista.com/statistiques/564926/prix-annuel-du-petrole-de-l-opep-1960/>) et des données de la Banque Mondiale (<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=DZ>)



A chaque fois que les prix du pétrole augment le PIB penche vers la hausse et à chaque dégradation des prix pétrolier le PIB baisse à son tour. De ce fait, nous constatons que le pays doit impérativement changer sa structure économique et penser à de nouvelles alternatives pour se procurer des recettes hors hydrocarbures. Le pays a besoin de revoir sa politique économique en développant des secteurs à grand potentiel tel que le tourisme, l'agriculture et les industries.

VI. Les enseignements tirés par les effets de la crise des subprimes sur l'Algérie

Dans toutes les crises financières ou d'endettement ou autre, ils existent un certain nombre d'enseignements à tirer, certes l'Algérie n'a pas été vraiment touchée par la crise des subprimes de 2008, mais elle a été indirectement affectée par le fait que son économie ne soit pas diversifiée. Son indépendance d'un seul secteur comme source de financement de son économie fait d'elle une proie facile aux fluctuations des prix du secteur en question.

Les autorités publics doivent impérativement penser, d'une part, à de nouvelles sources de financement en développant le secteur de l'agriculture qui reste très négligé, à promouvoir le secteur du tourisme qui possède un énorme potentiel et qui n'attend qu'à être revalorisé et à être promu, faciliter l'accès aux investissements locaux et étrangers par la simplification des procédures administratifs, l'accompagnement financier et technique et la promulgation de nouvelles lois plus attractives aux IDE, se tourner vers les énergies renouvelables et l'économie verte à travers la promotion des métiers verts, encourager les Petites et Moyennes Entreprises, les Startups et aider les jeunes promoteurs et porteurs de projets notamment à caractère créatif.

Et d'autre part, développer de nouvelles stratégies de développement en levant les obstacles qui sont pendant longtemps incorporés dans la corp même de l'économie algérienne en réformant les structures de :

- Fonctionnement de l'économie nationale : en effet le pays dispose d'un système bancaire obsolète jouant un rôle insuffisant dans l'appui aux affaires, des marchés financiers et un marché de capitaux insuffisamment développés, une disponibilité limitée d'actifs fonciers économiques, des marchés de biens et de services peu transparents où les activités informelles sont flagrantes et les mécanismes de régulation inexistant. Ce qui appelle à une transformation du cadre général de fonctionnement de l'économie nationale.
- Encadrement et gouvernance de l'économie nationale : caractérisé par un système institutionnel fragile, une administration publique lourde, un système judiciaire inefficace, ce qui nécessite la mise à niveau des capacités de gestion économique de la nation et la promotion de la qualification et de l'expertise de gestion.
- Fonctionnement des entreprises : doté d'un secteur public marchand consommateur plutôt que créateur et un secteur privé structurellement incapable de développement et une capacité d'innovation pratiquement inexistante, une politique de promotion de l'investissement et de mise à niveau des entreprises doit impérativement être élaborée.



- Les conditions de formation de la fonction de production nationale : une politique industrielle s'appuyant sur les avantages historiques et naturels du pays est souhaitée.

Tout cela doit s'inscrire dans deux dimensions essentiels (TEMMAR A, 2015):

- La mutation du système économique -le cadre de fonctionnement de l'économie nationale- accompagnée d'une gouvernance économique renouvelée.

- La relance de la croissance' économique à travers un processus de redéploiement (sectoriel et spatial) et de développement des capacités de production.

Le plus grand défi de l'Algérie s'inscrit dans le défi de la mondialisation ainsi que l'après hydrocarbure et impose la nécessité d'un reengineering (MEBTOUL, 2014) , en effet, le système d'apprentissage, enseignement, recherche, formation et éducation doit être réformé en profondeur afin de mettre en disposition des ressources humaines capables et qualifiées pour conduire un système économique fort et productif qui répond à un développement et une croissance durable.

Conclusion

La voie de consolidation de la croissance et du développement économique est étroitement liée aux investissements en capital humain, l'attraction des investisseurs directs étrangers qui permettent de favoriser les transferts de connaissances et de technologies et la diversification de ses exportations à travers le développement de l'agriculture, le tourisme et les industries locales et leurs protections. Cela nécessite une nouvelle politique économique basée sur le concept de la bonne gouvernance qui requière la promotion d'un système politique et économique stable, transparent et efficace.

Au regard des différents résultats présentés, théoriquement et empiriquement l'IDE semble être un acteur majeur de la croissance économique, mais ne peut être considéré comme le principal remède aux problèmes de développement des pays d'accueil. Un grand flux d'investissements directs étrangers apporte des avantages considérables à l'économie mondiale et surtout aux économies des pays en développement comme l'Algérie grâce au transfert du capital, au transfert de technologie, à la gestion et à la promotion de l'accès aux marchés ainsi qu'à l'expansion des échanges internationaux.

Le tourisme pourrait être aussi une clé à la diversification économique étant donné que le pays dispose d'un énorme potentiel dans ce secteur, en valorisant le patrimoine national et un meilleur aménagement des sites touristiques et du développement de la chaîne hôtelière.



Références bibliographiques :

- CNUCED. (2004). Examen de la politique de l'investissement en Algérie . New York.
- CNUCED. (2004). Examen de la politique de l'investissement en Algérie. *Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, (p. 17). New-York.
- CNUCED. (2004). Examen de la politique de l'investissement en Algérie . *Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*. New-York.
- CNUCED, O. (s.d.). *BP statistical Review et de statistica* . Récupéré sur <https://fr.statista.com/statistiques/564926/prix-annuel-du-petrole-de-l-opep-1960/>.
- Imekhelaf Rachida. (2017). *La gestion de la crise d'endettement des pays en développement par les institutions financières internationales*, p.p. 102-103 . Université d'Oran2.
- MEBTOUL Abderrahmane. (2014). *Quelle gouvernance et quelles institutions au Maghreb face aux enjeux géostratégiques?* Mostaganem: Anwar El Maârifa.
- SARI Camille & MEBTOUL Abderrahmane. (2014). *L'intégration économique maghrébine: un destin obligé*. Mostaganem: Anwar El Maârifa.
- TAIEB Jacques & MARCEL Bruno. (2010). *Les grandes crises 1873-1929-1973-2008* (éd. 9). Paris: Armand Colin.
- Temmar A, Hamid. (2015). *L'économie de l'Algérie, les politiques de relance de la croissance (la trappe de réformes)* (Vol. 03). Alger: Office des publications universitaires.
- Base de données de la Banque Mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=DZ>

ANNEXES :

Tableau 1 : Production d'électricité à partir de sources de gaz naturel (% du total)

Années	PIB %
2000	17,7
2001	18,6
2002	19,1
2003	19,4
2004	19,9
2005	20,2
2006	20,5
2007	21,2
2008	21,6
2009	21,9
2010	22,4
2011	22
2012	22,4
2013	21,5
2014	21,6
2015	21,8

Source : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.ELC.NGAS.ZS?view=chart>

**Tableau 2 : Croissance du PIB (% annuel) – Algérie**

Années	PIB %
2000	3,8
2001	3
2002	5,6
2003	7,2
2004	4,3
2005	5,9
2006	1,7
2007	3,4
2008	2,4
2009	1,6
2010	3,6
2011	2,9
2012	3,4
2013	2,8
2014	3,8
2015	3,7
2016	3,2
2017	1,3
2018	1,1
2019	1
2020	-5,1

Source : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS?view=chart>

Tableau 3 : Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB)

Années	PIB %
2000	3,4
2001	3,4
2002	3,3
2003	3,3
2004	3,4
2005	3,2
2006	3,2
2007	3,4
2008	3,6
2009	3,7
2010	3,9
2011	4
2012	4
2013	4,1
2014	4,1
2015	4,2
2016	4,1
2017	4,1
2018	3,9
2019	4
2020	4,3

Source : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS?view=chart>

**Tableau 4 : Commerce de marchandises (% du PIB)**

Années	PIB %
2000	51
2001	50
2002	49
2003	51
2004	55
2005	57
2006	59
2007	59
2008	61
2009	52
2010	57
2011	60
2012	60
2013	59
2014	59
2015	56
2016	54
2017	56
2018	58
2019	56
2020	52

Source : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NE.TRD.GNFS.ZS?view=chart>

Tableau 5 : Commerce de services (% du PIB)

Années	PIB %
2000	9,2
2001	9,3
2002	9,7
2003	9,7
2004	10,5
2005	11
2006	11,4
2007	12
2008	12,4
2009	11,7
2010	11,7
2011	11,8
2012	12
2013	12,3
2014	12,8
2015	13
2016	12,9
2017	13,2
2018	13,5
2019	13,6
2020	11,6

Source : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BG.GSR.NFSV.GD.ZS?view=chart>

**Tableau 6 : Investissements étrangers directs, entrées nettes (% du PIB)**

Années	PIB %
2000	4,6
2001	2,7
2002	2,2
2003	1,9
2004	2,2
2005	3,3
2006	4,3
2007	5,3
2008	3,8
2009	2,3
2010	2,8
2011	3,2
2012	2,7
2013	2,7
2014	2,4
2015	3,6
2016	3,5
2017	2,7
2018	1
2019	1,7
2020	1,4

Source : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BX.KLT.DINV.WD.GD.ZS?view=chart>